



RCS : BOBIGNY

Code greffe : 9301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 11092

Numéro SIREN : 824 401 699

Nom ou dénomination : A.L.D Rugs & Carpets

Ce dépôt a été enregistré le 16/12/2016 sous le numéro de dépôt 30907



Certificat de dépôt des fonds

Le CREDIT DU NORD, Société Anonyme, au capital de 890.263.248 EUR, ayant pour numéro unique d'identification 456.504.851 RCS LILLE et ayant son siège social à LILLE, 28 Place Rihour (Nord 59) et le Siège Central à PARIS 75008 - 59 Bld Haussmann, certifie :

- avoir reçu en dépôt la somme de **VINGT MILLE EUROS (20 000 €)** représentant la totalité du versement effectué par le souscripteur du capital en numéraire de **la société en formation A.L.D RUGS & CARPETS**, Société Par Actions Simplifiée, dont le Siège Social est à **LA COURNEUVE 93120 - 75 rue rateau**.

et,

- avoir constaté la concordance entre ce versement et la somme indiquée comme versée par l'actionnaire sur la liste des actionnaires qui lui a été présentée.

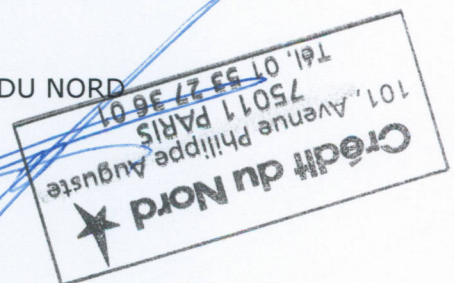
Ladite somme restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à PARIS, le 02/12/2016.

En quatre originaux

LE RESPONSABLE DE L'AGENCE
William STEPANIAN

CREDIT DU NORD



A.L.D Rugs & Carpets

S.A.S.U. au capital de 20.000 EUROS

Siège social : 75 RUE RATEAU

93120 LA COURNEUVE

Enregistrement en cours au RCS de BOBIGNY

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Le capital social 20.000 euros est réparti en 100 actions d'une valeur égale de 200 euros chacune, qui sont souscrites en totalité et libérées en totalité par les associés.

En conséquence, le capital est réparti comme suit :

- Monsieur DRIOLLET Arnaud
100 actions de 200 Euros chacune
Numérotées de 1 à 100 ci...

100 ACTIONS

TOTAL des actions...

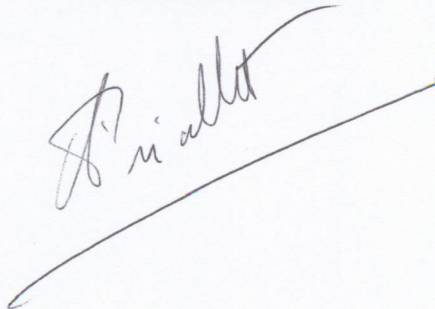
100 ACTIONS

Etabli à LA COURNEUVE le 28/11/2016

« En autant d'exemplaires que la loi le demande »

Signature du Président

Monsieur DRIOLLET

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Driollet', is written over a long, horizontal, slightly curved line that serves as a baseline for the signature.

A.L.D Rugs & Carpets
S.A.S.U. au capital de 20.000 EUROS
Siège social : 75 RUE RATEAU
93120 LA COURNEUVE

STATUTS SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE UNIPERSONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Monsieur DRIOLLET Arnaud, né le 18 juin 1981 à ENGHIEEN LES BAINS (95), demeurant au 9-13 rue des Fusillés de la Résistance 92800 PUTEAUX, nationalité Française.

Il a été créé une société par actions simplifiée unipersonnel, ci-dessous dénommée « A.L.D Rugs & Carpets » qui est régie par la loi et les présents statuts :

Article 1 – Forme

La société est une **société par actions simplifiée unipersonnel** régie par les dispositions générales du Code civil, par les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés par actions simplifiées, par les présents statuts et à titre subsidiaire, par les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés anonymes.

Article 2 – Durée

A compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, la durée de la société est fixé à **99 ans**.

Article 3 - Dénomination sociale

La dénomination de la société est : **A.L.D Rugs & Carpets**

Article 4 - Siège social

Le siège social de la société est établi au **75 rue rateau 93120 LA COURNEUVE**.

Article 5 – Objet social

La société a pour objet :

En France et à l'Etranger, le Négoce et l'Import-Export de tous produits manufacturés non réglementés.



La prise de participation directe ou indirecte dans toutes opérations se rapportant à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou annexe pouvant en faciliter la réalisation, notamment par la création de nouvelles Sociétés ou toutes personnes morales, d'apport, de souscription, d'achat d'actions ou de parts sociales, de fusion, association, création de filiale commune ou autrement.

Toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou annexe de nature à favoriser le développement de la société.

Article 6 - Capital social

Le capital social est de **20.000** euros.

Le capital peut être modifié par les associés dans les conditions prévues par la loi et selon la majorité et les modalités prévues à l'article 13 des présents statuts.

Article 7 – Répartition et libération des parts

Le capital social est réparti en 100 actions d'une valeur égale de 200 euros chacune, qui sont souscrites en totalité et libérées en totalité par les associés.

En conséquence, le capital est réparti comme suit :

- Monsieur DRIOLLET Arnaud
100 actions de 200 Euros chacune
Numérotées de 1 à 100 ci...

100 ACTIONS

TOTAL des actions...

100 ACTIONS

Article 8 – Apports

Les associés réalisent chacun les apports suivants à la société :

Apport en numéraire 20.000 euros au capital de la société.

Le total des apports est égal à 20.000 euros. Cette somme a été déposée sur un compte ouvert au nom de la société en formation. Ce dépôt a fait l'objet d'un justificatif qui est annexé aux présents statuts.

Article 9 – Forme des actions

Les actions de la société sont nominatives et indivisibles. Elles font l'objet d'une inscription dans les livres de la société au nom de leurs titulaires, selon les conditions et modalités prévues par la loi.



Article 10 - Droits attachés aux actions

Les actions donnent à leur titulaire un droit à la distribution de dividendes proportionnels à la part que représentent leurs actions dans le capital social. Les actionnaires ne sont responsables des pertes de la société qu'à hauteur de leurs apports.

Quand la prise d'une décision nécessite la possession d'un certain nombre d'actions, les actionnaires peuvent se regrouper pour participer à la prise de décision.

La détention d'action(s) emporte l'adhésion sans réserves aux conditions des présents statuts.

Article 11 – Cession des actions

Les actions peuvent être cédées. Cette cession intervient par virement de compte à compte dans les livres de la société, après communication à la société par le cédant d'un justificatif du respect des conditions légales et statutaires présidents cette cession.

La cession réalisée en violation de ces conditions est nulle de plein droit.

Article 12 – Nomination et pouvoir du Président

Les associés désignent en qualité de Président, Monsieur **DRIOLLET Arnaud**, qui accepte.

Les conditions de sa rémunération éventuelle seront fixées par une décision ultérieure de l'assemblée Générale.

La société est gérée et administrée par son Président qui est une personne physique ou morale. Si c'est une personne morale, les dirigeants personnes physiques de cette personne morale sont responsables civilement et pénalement comme s'ils étaient chacun Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale.

Le président est désigné et exerce ses fonctions pour une durée et dans les conditions prévues par les associés à l'article 13 des présents statuts. Le premier Président est nommé par les associés pour une durée indéterminée à la majorité absolue du capital social représenté.

Si le Président était dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à 15 jours, il serait pourvu à son remplacement pour la durée de son empêchement ou jusqu'à la désignation d'un nouveau Président, le cas échéant, par un suppléant, désigné par les associés dans les conditions prévues à l'article 13 des présents statuts.

Le président est investi de tous les pouvoirs pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.



Le Président peut prendre seul les décisions suivantes :

- décider d'investissements ;
- décider de la cession d'éléments d'actif ;
- prendre des participations.

Article 13 - Décisions collectives

Les décisions collectives sont prises en assemblée ou par consultation écrite exercée par correspondance, à la discrétion du Président, excepté pour les décisions extraordinaires et l'approbation annuelle des comptes qui se prendront toujours en assemblée.

Les décisions relevant de la réunion d'une assemblée sont prises comme suit : convocation
Les décisions relevant d'une consultation écrite par correspondance sont prises comme suit : convocation.

Les décisions ordinaires sont prises à la majorité absolue

Sont des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- Approbation annuelle des comptes sociaux et affectation du résultat
- cession d'actif ;
- prendre des participations.

Les décisions extraordinaires sont prises à la majorité absolue

Sont des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- investissements ;
- modification du capital social
- Dissolution anticipée de la société
- Désignation, remplacement du Président

Article 14 - Exercice social

La durée des exercices de la société est d'un an. Chaque exercice commence le 01 janvier et finit le 31 décembre. Le premier exercice commence le jour de l'immatriculation et se termine le 31 décembre 2017.

Article 15 - Bénéfices distribuables

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice social, sauf prorogation judiciaire, le Président réunit les associés en assemblée générale. Ces derniers se prononcent sur l'approbation des comptes de l'exercice échu et sur l'affectation du résultat dégagé au cours de l'exercice, le cas échéant.

Lorsqu'il existe un bénéfice distribuable, les associés décident de l'affecter en réserve(s) ou de le distribuer sous forme de dividendes aux porteurs d'actions, à proportion de la part de capital social qu'ils représentent.



Article 16 - Commissaire aux comptes

Il est précisé qu'il n'est pas nommé commissaires aux comptes et commissaire aux comptes suppléant.

Article 17 - Conventions réglementées

Sont formellement prohibées les conventions visées à l'article L225-43 du Code de commerce. Le(s) dirigeant(s) de la société sont tenus d'informer le commissaire aux comptes des conventions conclues, directement ou indirectement, entre leur propre personne ou une société dans laquelle ils sont également dirigeants et la société, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes, dans les 2 mois suivant la conclusion de la convention.

Lors de l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes sociaux, le commissaire aux comptes présente un rapport, faisant état des conventions précédemment citées, qui est ensuite soumis à l'approbation des associés, dans les mêmes conditions que les comptes annuels sociaux. Les conventions non approuvées produisent quand même leurs effets, mais le dirigeant qui les a passées est personnellement responsable des conséquences préjudiciables à la société découlant de ces conventions.

Article 18 - Fin de la société

La liquidation de la société intervient dans les conditions prévues par la loi et le règlement.

La société est dissoute par son expiration, sauf prorogation, par l'extinction de son objet social, par décision judiciaire ou par décision de dissolution anticipée prise par les associés dans les conditions et selon la majorité prévue à l'article 13 des présents statuts.

Dans ce dernier cas, les associés nomment un liquidateur chargé d'effectuer les formalités de dissolution de la société. Les sommes restantes, après réalisation de l'actif et apurement du passif, sont affectées en priorité au remboursement des actions en circulation.

Le cas échéant, le boni de liquidation est partagé entre les actionnaires, au prorata du nombre d'actions détenues.

Dans le cas où la société ne comporterait plus qu'un associé, l'intégralité du patrimoine de la société est transmise à cet associé unique, sans autres formalités, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Article 19 – Attribution de compétence

En cas de litige dans l'application des présents statuts, les contestations seront portées devant le Tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège social de la société. Les parties à l'instance éliront domicile dans ce même ressort pour y recevoir toute citation ou assignation. A défaut, les citations ou assignations se feront à parquet au Tribunal de grande instance dans le ressort duquel se situe le siège social de la société.



Article 20 – Actes accomplis pendant la période de formation de la société

Les actes réalisés au nom et pour le compte de la société en formation sont annexés aux présents statuts. Ils sont réputés repris au nom et pour le compte de la société immatriculée par cette même immatriculation. A ce titre, la société prend en charge les divers frais, droits et dépenses engagée pour sa constitution. Si la société venait à ne pas être immatriculée, les actes et frais exposés sont réputés avoir été accomplis par leur auteur, agissant pour son compte personnel.

Article 21 - Formalités de publicité

Les associés signataires ont tout pouvoir pour faire procéder aux formalités légales et réglementaires de déclaration et de publicité.

Fait à LA COURNEUVE le 28 novembre 2016
« En autant d'exemplaires que la loi le demande »

Signature de l'associé

Signature du Président

Monsieur DRIOLLET Arnaud

(Mention manuscrite : « Bon
Pour acceptation des fonctions »)

Monsieur DRIOLLET Arnaud

Bon pour acceptation des fonctions

*Bon pour acceptation
des fonctions.*

A. riollet

A. riollet